

Formation Europe du 15/11/2016

Où en est l'Europe aujourd'hui ? Face à cette situation, les positions des diverses forces économiques, sociales, politiques.

Introduction : Union Européenne, Quelle position du Parti Communiste Français ?

La situation en Europe est préoccupante : Aucune réponse solidaires face à l'arrivée de réfugiés fuyant la guerre, pauvreté, inégalités, tout ces états de faits sont autant de preuve de l'échec de la politique de l'Union Européenne, actuellement acquise aux logiques mortifères néolibérale.

Face à cette Europe du capital, le PCF appel à la construction d'un projet européen de paix et de progrès, contre la mise en concurrence des peuples.

Lors de notre 37eme Congres, trois axes ont été retenus :

Premièrement, rompre avec le traité budgétaire, afin de mettre fin à l'austérité, la mise sous contrôle citoyen de la BCE, pour que ses investissements soient faits dans le sens des peuples et non du capital, deuxièmement, favoriser une Europe des peuples libres, en permettant aux citoyens de décider démocratiquement les domaines de coopération européenne. Enfin, l'Europe doit s'engager dans la lutte pour la paix et la justice au niveau mondial, que ce soit en créant la rupture avec l'OTAN, ou en s'opposant aux traités de libre échange (TAFTA, CETA, TISA...).

I/-La Position des Partis politiques français sur l'Union Européenne

A : Quelles positions à droite ?

a) Les Républicains

Dans leurs projet, disponible sur leurs site internet, les républicains semblent vouloir s'inscrire dans la construction européenne.

Bien qu'europhile (pour la majorité de leurs adhérents du moins), Les Républicains adresse à l'UE des critiques dans certains domaines, il est par exemple question de l'espace Schengen : " *Face à la crise migratoire, il faut refonder l'espace Schengen*" (Projet LR page 240) ou de la réglementation européenne " *Les Français, qu'ils soient entrepreneurs, salariés, artisans, agriculteurs, professions libérales ou simples citoyens, ne comprennent plus le fonctionnement de l'Union européenne. Ils ont le sentiment que « Bruxelles » est devenu une machine à produire des normes toujours plus précises, complexes, tatillonnes, incompréhensibles* " (Projet LR page 248), mais il n'est pas question de remettre en cause l'UE pour son irrespect des intérêts démocratiques et populaires, mais parce que ces normes empêcheraient " *Le bon fonctionnement du marché unique*" (Projet LR page 250).

b) La droite souverainiste

La droite souverainiste est, à l'inverse de la droite "classique", beaucoup plus critique pour l'union européenne, l'accusant d'être un frein pour la liberté des nations.

Chez DLF, menée par Nicolas Dupont-Aignan, il est question de la " *Dissolution de la Cour de Justice européenne (il n'est pas de droit supérieur à celui que se donnent des nations libres)* " et de " *Supprimer la Commission européenne pour la remplacer par une agence de projets, Remplacement du Parlement européen par le Conseil Consultatif des Parlements*" (Site Internet de DLF) Il n'est donc pas question de combattre l'UE du capital, mais de combattre l'UE en tant qu'ennemi de l'auto-détermination des nations, et donc, logiquement, de mettre en place un "libéralisme national".

c) Le Centre face à l'Europe.

Pour le centre, au delà d'être une structure devant servir les intérêts économiques de la nation, l'Europe incarne une idée, en témoigne cette phrase, sur le projet de l'UDI " *deux visions de la construction européenne. D'un côté, ceux qui n'y voient qu'un vaste espace de libre échange économique, offrant à tous de nouvelles opportunités de développement. De l'autre, ceux qui souhaitent utiliser cette construction pour défendre ensemble nos intérêts, nos valeurs, notre mode de vie*". Il est donc question de fédéralisme européen : " *L'Union se doit, sous peine de disparaître dans le réarmement des frontières nationales, d'honorer sa parole en assumant enfin sa vocation fédérale*" (Projet UDI), le MoDem lui va jusqu'à proposer l'élection d'un " *président de l'Union européenne au*

suffrage universel qui incarne, face aux intérêts nationaux, l'intérêt supérieur de l'Union".

B : L'Extrême droite française face à l'union européenne

a) Front National

Depuis quelques années, la position officielle du Front National vis à vis de l'UE a changé : prônant en 2007 la "Constitution d'une "Europe des nations" et la rupture avec l'UE il est maintenant d'avantage question " d'initier une renégociation des traités afin de rompre avec la construction européenne dogmatique en total échec" (Projet du FN sur leur site internet page 48). Cependant, le FN reste tout de même fermement opposé à l'UE, en témoigne sa réaction au Brexit. Mais tout comme la droite souverainiste, il est d'avantage question de dénoncer l'Europe comme incompétente face à la "crise migratoire" ou comme irrespectueuse de l'identité nationale que d'une critique de l'Europe du capital.

b) La position de l'extrême droite sur l'UE en dehors du FN

En dehors du Front National, l'extrême droite est fermement opposé à l'Union Européenne, est explicitement favorable à la sortie de la France, l'ont peut penser à Henry de Lesquen, candidat "national-libéral" à l'élection présidentielle, déclarant dans une lettre au maire de France : "L'Union européenne est une construction d'essence supranationale ôtant aux peuples et à leur représentation nationale leur pouvoir de décision. Je sortirai de l'Union Européenne."

C : Gauche et Union Européenne

d) Le Parti Socialiste

Sur son site internet, le Parti Socialiste décrit les principales crises auxquelles est confronté l'Europe : "l'Europe des 28 est confrontée à plusieurs crises: une crise économique (et ses répercussions sociales) d'une ampleur inédite, une crise migratoire et humanitaire, des enjeux sécuritaires face à la menace terroriste ; mais aussi des enjeux environnementaux déterminants"

Ce constat apparaît à première vue, relativement ressemblant au notre, cependant, une divergence de fond persiste : En aucun cas le Parti Socialiste n'associe ces crises à la politique européenne actuellement menée, contrairement à nous.

Quand au solution, le PS propose, toujours sur son site internet, "d'approfondir l'intégration européenne, en donnant une nouvelle impulsion politique et sociale à l'Europe", il est également question de combattre l'austérité à travers l'UE :

Cette vision pro-Europe soulève un point important de nos divergences avec le PS : Le PCF dénonce les crises et ses causes, le PS veut résoudre les crises avec les causes de ces mêmes crises, à savoir en continuant la construction européenne telle qu'elle est aujourd'hui.

Mais cette vision de l'Europe et de plus en plus remise en cause au sein du PS, cela se traduit par les positions de certains candidats à la primaire socialiste, comme Arnaud Montebourg, qui annonce lors de son discours à Frangy le 21 Août "L'Union n'a pas protégé l'Europe des dégâts des dégâts de la mondialisation" et appelle à "bâtir avec nos partenaires européens une nouvelle Europe qui devra déboucher sur un nouveau traité de Rome".

e) Les Insoumis et Jean-Luc Mélenchon

Depuis son départ du Parti Socialiste, la position de Jean-Luc Mélenchon et du PG vis à vis de l'Europe a évolué, passant d'une volonté de renégociation des traités à un euroscepticisme de plus en plus affirmé.

D'un point de vue programmatique, JLM reste sur les bases de 2012,(à savoir l'engagement de la France dans " Bataille politique et diplomatique pour un nouveau traité européen" (l'humain d'abord)) en proposant la " Sortir des traités européens". Cependant, en témoigne l'organisation par jlm le 23 et 24 janvier d'un " d'un sommet international pour un plan B en Europe" et sa phrase prononcée le 24 juin dans une conférence de presse sur le brexit : "Et ce sera le message que j'adresse aux autres dirigeants des gouvernements européens : l'Europe, pour les Français, on la change ou on la quitte".

Dès alors, une question se pose, s'agit il, si il n'y a à ce jour aucune retombée programmatique concrète, d'une transformation de forme et non de fond ? La réponse est non, car même si il n'y a à ce jour aucun changement programmatique (et cela peut changer) son discours reste significatif : si nous n'arrivons pas à changer l'Europe, on part, c'est à dire que l'on part du principe que c'est L'UE en soit qui est un problème, et non pas la logique qui l'habite, or, ce point constitue une divergence avec notre stratégie européenne, car si nous décidons d'appeler à rester dans l'UE, c'est, au delà de vouloir constituer une "Europe sociale" (un objectif que l'on pourrait qualifier

d'objectif à long terme), car la question est de savoir si oui ou non, le rapport de force contre le capital et plus avantageux au niveau européen, ce dernier ayant choisi de porter le rapport de force au delà des nations, nous estimons que rester dans l'UE nous donnera le plus d'outil possible pour l'affronter.

c) Trotskyste et Union européenne

Que ce soit Lutte Ouvrière ou le NPA, les trotskystes français appellent à la constitution d'une Europe progressiste, et critique tout comme nous le néolibéralisme de l'UE.

Lutte Ouvrière appelle à " *mettre en place une Europe véritablement unie et fraternelle : les États-Unis socialistes d'Europe* " et prône une plus grande unification politique de l'Europe.

Coté NPA, il est dit que " *la dynamique de construction de l'UE a créé une situation nouvelle. Il n'est plus possible de se contenter d'opposer de façon propagandiste l'Europe des travailleurs à celle du capital. Il faut être capable d'opposer à l'Europe libérale une alternative crédible à l'échelle continentale basée sur des résistances et contre-pouvoirs à cette échelle et non plus seulement dans les frontières étatiques traditionnelles* ".

II/-Les partis politique européens et leurs positions

A : À gauche du parlement européen

f) Parti de la Gauche Européenne

Le PGE s'inscrit, en cherchant à unifier les divers forces de gauches européennes communistes, socialistes et écosocialistes, à obtenir une " *Une Europe qui s'ouvre au monde et qui résiste à la mondialisation capitaliste* ", en s'engageant pour la paix, la redistribution des richesses, la démocratie et la diversité culturelle.

En voulant porter le combat contre le capitalisme au niveau de l'Europe et à travers les institutions de l'UE, les objectifs du PGE sont donc compatibles avec ceux du Parti Communiste Français.

g) Alliance de la Gauche Verte Nordique

L'AGVN est une alliance de plusieurs partis social-démocrate et écologiste du nord de l'Europe, concernant sa position sur l'Europe, cette formation compte des points commun avec le PGE, mais la critique du capitalisme y est nettement moins présente.

h) Gauche Anticapitaliste Européenne

La Gauche anticapitaliste européenne regroupe plusieurs partis trotskystes, marxistes et écosocialistes (dont le NPA), désirant coordonner l'action anti-capitaliste au niveau européen. Tout comme le PGE, ils dénoncent les politiques néolibérales européennes.

i) Initiative des Partis Communistes et Ouvriers

L'Initiative des Partis Communistes et Ouvriers est une alliance de plusieurs partis communistes (comprenant notamment le PRCF).

Cette alliance a notamment " *pris position sur la bataille des élections européennes avec une intervention spécifique; elle a soutenu les partis communistes qui ont pris part aux élections et combattu la prédatrice Union Européenne, les bourgeois et les partis opportunistes qui considèrent l'UE comme inévitable* " (Rapport sur les travaux et les décisions de l'initiative datant de 2014).

Dans ce même rapport, l'Initiative se positionne également sur le PGE : « *Le Parti de la gauche européenne (...) soutient l'Union européenne et sa stratégie; il coopère avec les forces sociales-démocrates de la bourgeoisie qui mettent en œuvre les politiques combattant le peuple.*

j) Parti Vert Européen

Le Parti Vert Européen regroupe la majorité des parti écologiste européen (dont EELV) est " *pour une société ouverte et démocratique, où les droits humains fondamentaux sont appliqués et respectés, nous démarchons pour le développement où les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les emplois verts constituent le cœur de la croissance économique* » (site internet du parti vert européen).

f) Alliance Libre Européenne

L'Alliance libre européenne regroupe plusieurs partis régionaliste (donc le parti occitan), progressiste dans leurs ensemble, ils *"travail à faire de l'idée de l'Europe des peuples une réalité politique et culturelle au niveau international et européen"* (site internet de l'alliance libre européenne).

Tout comme le Parti Vert Européen, l'Alliance Libre Européenne ne combat donc pas l'UE dans sa logique mais cherche à la reformer en la conservant dans sa forme actuelle, en revendiquant dans son cas une affirmation des identités régionales et en réclamant plus de démocratie et d'auto-détermination des peuples au sein de l'union européenne.

g) Parti Socialiste Européen

Le Parti Socialiste européen regroupe plusieurs parti sociaux-démocrate européens (dont le Parti Socialiste). Le PSE s'inscrit, tout comme le PS Français, dans une logique pro-UE et réformiste.

Dans le manifeste du PSE, disponible en français sur leurs sites internet, il est question *"mettre le secteur financier au service de l'économie réelle"*, de *"libertés économiques (qui) ne peuvent pas l'emporter sur les droits sociaux"*. Pourtant, ce sont les mêmes membres du PSE qui pour une partie d'entre eux appliquent dans leurs pays des mesures d'austérité. Cette contradiction entre projet et application concrète montre bien les logiques sociales-démocrates : prêtes aux progrès si il y a du champ libre, mais se retirant à la moindre contrainte.

B : Droite et Centre

k) L'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe

L'Alliance des libéraux et des démocrates regroupe plusieurs partis libéraux et centristes, tout comme certains centristes français, ils prônent une Europe fédérale et libéral et sont attachés à l'idée européenne, l'ont peut lire sur leurs sites : *" En 60 ans d'intégration européenne, l'Union européenne nous a bien aidés à obtenir paix, stabilité et prospérité. L'UE a promu et offert à un demi-milliard de personnes ses quatre libertés : la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux au-delà des frontières. Nous voulons que l'Union agisse en chef de file pour faire face aux défis mondiaux d'aujourd'hui et de demain "* (site internet de l'ALDE)

l) Parti Démocrate européenne

Regroupant également des partis centristes (dont le MoDem), le PDE à plus ou moins les même positions que l'ALDE, mais reste tout de même plus interventionniste : *"nous devons garantir la libre-concurrence et combattre ses entraves, tout en préservant les services d'intérêt général qui ne peuvent être abandonnés aux seules forces du marché "* et insiste de manière plus appuyés sur le besoin de démocratie en Europe.

m) Parti Populaire Européenne

Le Parti Populaire Européen est la plus importante formation de droite au parlement européen, comprenant dans ses membres le parti Les Républicains, elle défend des positons libérales et conservatrices.

Le Parti populaire européen à parmi ses priorités la lutte contre l'immigration irrégulière, et la liberté économique des entreprises *"Les marchés doivent travailler aussi librement que possible et les pratiques injustes et les mesures protectionnistes contre la libre concurrence et le libre-échange doivent être être abolis "* (site internet du PPE).

La position du PPE sur l'Europe reste donc la même que celle des républicains, c'est à dire l'engagement dans une construction libérale de l'Europe, en y ajoutant, d'avantage que les centristes, un enjeu sécuritaire (lutte contre l'immigration illégale...)

n) Conservateurs et Réformistes Européens

Les Conservateurs et réformistes européens regroupe divers parti conservateurs européens, à l'inverse du Parti populaire européens, les conservateurs prône une Europe décentralisée, laissant plus de souveraineté au états membres, et, tout comme le reste de la droite, appelle à plus de compétitivité et de libre-échange.

C : Populiste et Extrême-Droite

a) Alliance pour la démocratie directe en Europe

Composé de plusieurs partis conservateurs et/ou populistes (dont Debout la France ou la parti britannique UKIP), l'Alliance pour la démocratie directe en Europe agit pour la souveraineté des nations, et prône, pour la plupart de

ses membres (comme DLF ou l'UKIP) une sortie de l'UE. L'ADDE *"appelle à l'abrogation de l'espace Schengen afin que chaque pays puissent reprendre contrôle de son territoire"* (site internet de l'ADDE) et estime que *"L'Union Européenne a perdu sa légitimité parce qu'elle est incapable de montrer son utilité. Trop de directives ont transformé les institutions européennes dans une bureaucratie qui est éloignée de la réalité."*

Ces revendications, qui pour certaines pourraient paraître noble, ne font que cacher des idéaux identitaires, très éloignés, tout comme la bureaucratie européenne qu'ils dénoncent, des préoccupations réelles des citoyens.

b) Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés

Le Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés est une alliance de partis d'extrême-droite, comptant notamment parmi ces membres le Front National (le président du MENL est d'ailleurs Jean-François Jalkh, député européen front national).

Sur son site internet, dans la section "à propos", la plateforme politique du mouvement est décrit sur cinq point : respect du principe de démocratie, souveraineté, identité, spécificité (diversité culturelle, sociale et économique des différents membres du MENL) et libertés.

La encore, la liberté et la souveraineté ne sont utilisés que pour prétexter les ambitions identitaires et xénophobe du mouvement.

d) Alliance pour la paix et la liberté

L'Alliance pour la paix et la liberté est une alliance de parti ultra-nationaliste européen. à l'inverse du Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés, qui s'inscrit, à l'image du Front National en France, dans une stratégie de dédramatisation, l'Alliance pour la paix et la liberté formule un discours ultranationaliste assumé, dénonçant à propos de la situation en Syrie un *"complot international visant à détruire l'état séculaire, patriotique et social syrien"*.

Parmi l'APL, on peut compter le parti politique grecque "aube dorée", un parti néo-fasciste ayant enregistré un score de 7 % aux élections parlementaires grecques de septembre 2015.

III : Union européenne : quelles positions dans le monde associatif et syndical ?

A : Les Syndicats

o) La CGT

Dans un communiqué du 24 Juin 2016 à propos du Brexit, la CGT *"rappelle que l'urgence est à la construction d'une Europe fondée sur la solidarité, la démocratie, la coopération, l'égalité de traitement et le progrès social"*. Cette position, proche de celle du parti, traduit le rejet par la CGT des politiques européennes austéritaires et néfastes pour les travailleurs. Dans ce même communiqué, la CGT propose *"de rompre immédiatement avec les politiques d'austérité et à mobiliser les moyens et ressources européens pour lutter contre les inégalités et la précarité, augmenter les salaires et les minima sociaux, renforcer les services publics et réaliser les investissements publics"*

p) La CFDT

Toujours dans un communiqué sur le Brexit, la CFDT appelle *"l'Union européenne doit impérativement redonner des perspectives d'avenir à ses citoyens pour, comme le précisent les Traités européens, le plein emploi et le progrès social dans le cadre d'un développement durable"*.

De manière plus générale, la CFDT ne critique pas en profondeur l'UE et ses institutions, mais appelle tout de même à améliorer celle-ci.

q) Force Ouvrière

Dans un communiqué datant du 14 septembre intitulé *"État de l'Union européenne : peut mieux faire !"*, FO déclare que *« l'UE vit une crise existentielle et se montre incapable d'offrir des réponses aux défis qui se posent, notamment la montée du chômage et des inégalités sociales »* et appelle à *« Remettre le social au cœur du projet européen exige d'inverser les modalités de la construction européenne en luttant contre le dumping social entre les travailleurs européens, en égalisant les conditions de concurrence vers le haut et en révisant les Traités »*

Ainsi, la position de FO concernant l'Europe est proche de celle de la CGT.

r) *la Confédération européenne des syndicats*

La CES (dont la CGT, FO et la CFDT sont membres) est une confédération de la plupart des syndicats européens. Sur son site internet, le CES déclare *«Au fil des années, l'Union Européenne a progressivement augmenté son influence dans les domaines touchant les travailleurs. Pour répondre à cela, les syndicats européens se sont réunis pour former la CES, de manière à parler d'une seule voix pour les travailleurs européens»* elle dit également *«La CES a pour objectif de veiller à ce que l'UE ne soit pas seulement un marché unique pour les biens et services, mais aussi une Europe sociale, où l'amélioration du bien-être des travailleurs et de leurs familles est une priorité tout aussi importante».*

B : Les Associations

a) *Attac*

Sur son site internet dans la rubrique *«nos idées»*, Attac se positionne contre la voix néolibérale de l'Union Européenne, et *«s'oppose à la logique de profit qui semble désormais inscrite au cœur du projet européen, en mettant en avant une autre idée de l'Europe».*

L'on retiendra qu'Attac s'attaque souvent à l'UE (et au monde de la finance en général) sous l'angle des lobbies : *«À mesure que l'intégration du marché européen s'est accrue, les institutions européennes ont été amenées à jouer un rôle majeur dans de nombreux secteurs(...) Pourtant, cette montée en puissance ne s'est pas accompagnée d'une réelle démocratisation de ces institutions technocratiques. Elle a favorisé l'émergence de lobbies industriels qui influencent (...) la prise de décision à l'insu (...)des citoyens»*

b) *LDH*

à plusieurs reprises, la LDH a attaqué l'UE pour son manque de solidarité avec les réfugiés, en témoigne cet article mis en ligne sur leur site partageant un communiqué de l'association *«frontexit»* : *«500 personnes en provenance de la corne de l'Afrique auraient à nouveau péri en mer le 12 avril 2016. Cet énième drame est insupportable et pourrait être évité. Cela prouve, s'il le fallait encore, que l'Union européenne (UE) n'a pas la volonté d'éviter les morts en mer.».*

En tant qu'association en théorie non-politique, la LDH ne possède pas de position claire et précise concernant l'UE, mais les défauts de cette dernière notamment en terme de solidarité avec les réfugiés emmène tout de même la Ligue des Droits de l'Homme à dénoncer les pratiques de l'Union Européenne lorsque cette dernière va à l'encontre de ses principes.

Conclusion

Face aux différentes crises sociale, écologique et humanitaire que traverse l'Europe actuellement, le rapport de force politique entre les différentes forces politiques et sociales constitue un enjeu majeur.

Dans ce cadre, le Parti Communiste Français se doit non seulement d'avoir des connaissances des positions et des contradictions des autres forces politiques, mais également d'avoir une position claire et précise sur le sujet, afin que retentisse en Europe une alternative populaire, démocratique et sociale.